

## Inégalités et pauvreté depuis trois siècles

Christian MORRISSON  
Fabrice MURTIN

➔ CHRISTIAN MORRISSON est Professeur émérite à l'Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne. Ancien chef de Division à l'OCDE (1984-1994) et consultant auprès de la Banque mondiale, de l'OCDE, du Bureau international du travail, de la Commission européenne (Bruxelles) et de l'Institut de l'entreprise (Paris), il est aujourd'hui *Senior Fellow* à la Ferdi.

➔ FABRICE MURTIN est économiste à l'OCDE.

Les inégalités sont plus aujourd'hui que dans le passé au cœur des débats aussi bien dans les pays avancés qu'en Chine. On s'indigne à propos d'écart de revenus toujours plus grands dans ces pays tandis que le discours ancien sur les inégalités croissantes de revenu moyen entre pays est encore répété par les organisations internationales et les media. Cependant, comme nous le montrerons, pour la première fois depuis trois siècles les inégalités de revenu entre les hommes ont diminué depuis une vingtaine d'années. Cette affirmation soutenue par trois études différentes paraît contredire la réalité alors qu'elle est scientifiquement indiscutable.



L'objet de cette note est d'expliquer ce qui paraît un tissu de contradictions. Certes les inégalités de revenu moyen entre pays ont augmenté depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, mais ce n'est plus vrai depuis les années 1990 parce que, entre 1990 et aujourd'hui la croissance du revenu moyen dans les pays avancés est beaucoup moins rapide que dans les pays émergents notamment les pays asiatiques. D'autre part dans certains pays avancés, notamment aux États-Unis, comme en Chine les inégalités au sein de la population ont nettement augmenté. Mais ce n'est pas le cas dans d'autres pays avancés et dans de nombreux pays émergents les inégalités ont diminué. Par suite les inégalités à l'intérieur des pays ont au total progressé, mais moins qu'on le croit en se référant à la situation intérieure de la Chine et des États-Unis. Comme les écarts de revenu moyen entre pays ont beaucoup diminué en une vingtaine d'années, le solde de cette forte baisse et d'une hausse limitée des inégalités à l'intérieur des pays s'avère une baisse significative de l'inégalité entre tous les citoyens du monde. Ce bilan favorable n'est pas visible dans les pays avancés parce que la hausse parfois brutale des écarts de revenu fait la une des media, sans que nous soyons conscients que les écarts de revenus entre les populations de ces pays et des centaines de millions d'asiatiques se sont réduits très rapidement et que plus de 500 millions d'individus sont sortis de l'extrême pauvreté depuis 20 ans..

La première partie de cette note concerne cette période des années 1990 et 2000 : nous montrerons cette baisse de l'inégalité mondiale et du pourcentage de pauvres dans le monde au cours des vingt dernières années et nous l'expliquerons. La seconde partie de cette note aborde la période 2008-2030 et tente de répondre à la question : cette nouvelle tendance va-t-elle se poursuivre ou s'arrêter ? Nous verrons quelles hypothèses il faut faire pour pouvoir espérer qu'elle se poursuive.

## ► Première partie (1992-2008)

### 1. Les inégalités mondiales de revenu

Ce travail s'inscrit dans la suite d'un article publié par F. Bourguignon et Ch. Morrisson (AER 2002) sur la période 1820-1992. Nous avons repris les séries sur la population et le revenu moyen de chaque pays construites par Maddison que celui-ci a prolongées jusqu'en 2008, ce qui signifie que toutes les données sur le revenu sont en dollars 1990 et en tenant compte des parités de pouvoir d'achat. Les données sur les distributions intérieures des revenus proviennent de l'OCDE pour les pays membres et pour les autres pays de deux sources : POVCAL net de la Banque Mondiale et WIDER des Nations-Unies. Comme dans l'article cité, la présente étude regroupe les pays en 33 pays ou groupes de pays, une méthode indispensable pour estimer revenus et populations depuis 1820. L'avantage de ce choix est d'avoir des estimations homogènes pour 1820 à 2008, et même pour 1700 à 2008 grâce aux estimations depuis cette date proposées par A. Maddison.

Les figures 1 et 2 présentent un bilan sur trois siècles de l'inégalité mondiale. Celle-ci augmente lentement au XVIII<sup>e</sup> siècle tandis que le XIX<sup>e</sup> siècle est marqué par le fossé qui se creuse brutalement entre une minorité, les 20 % les plus riches, dont la part passe de 56 à 67 % et les 80 % les plus pauvres dont la part baisse de 44 à 33 %. Du coup le rapport revenu moyen des premiers sur revenu moyen des seconds s'élève de 5 à 8,3. L'inégalité continue à augmenter après 1910, mais lentement : la part des 20 % les plus riches atteint 71 % en 1992. Les indicateurs d'inégalité traduisent ces rythmes, avec le caractère exceptionnel du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le coefficient de Gini progresse pendant ces trois siècles de 3.4 %, de 24 % et enfin de 6.7 %. Mais quelle que soit la période y compris à des dates intermédiaires qui ne figurent pas sur les figures 1 et 2, nous observons la même

tendance: la part des 80 % les plus pauvres ne cesse de diminuer, celle des 20 % les plus riches d'augmenter.

Du coup la période 1992-2008 marque un grand retournement: pour la première fois depuis trois siècles l'inégalité mondiale baisse significativement. Le coefficient de Gini diminue de 5,1%. Le Theil, qui est l'indicateur d'inégalité le plus sensible à la part des 20 % les plus riches baisse de plus de 11 %, la déviation logarithmique moyenne, qui est sensible à la part des 20 % les plus pauvres diminue dans la même proportion. Si l'on compare les divers indicateurs d'inégalité ou les parts des 20 % supérieurs et des 80 % inférieurs, il faut remonter à 1910 pour observer une distribution comparable. Ainsi en moins de 20 ans l'inégalité mondiale est revenue à son niveau, encore très élevé, atteint près d'un siècle auparavant.

Il est légitime de s'interroger sur la fiabilité d'une estimation lorsqu'elle a une telle portée. Mais les deux autres estimations disponibles, faites à partir de séries statistiques et de méthodologies différentes conduisent au même résultat. X. Sala-i-Martin (2010) obtient la même baisse du coefficient de Gini pour la période 1992 à 2006 avec un échantillon de 180 pays. De plus les valeurs absolues des coefficients de Gini et de Theil sont quasiment les mêmes que celles de la figure 2. Bourguignon (2011) a retenu 160 pays et utilise les nouvelles séries sur le PIB par hab. en dollar 2005 qui entraînent pour une année donnée une inégalité mondiale plus importante. Mais ce qui importe est la variation de l'inégalité. Or il obtient une baisse du coefficient de Gini comparable (environ -6.5%) pour la période 1989 à 2006.

Pour comprendre la signification de ces variations de l'inégalité mondiale, Il est intéressant de connaître la composition des groupes pauvres (les 40% inférieurs), riches (les 20% supérieurs) et intermédiaires (les 40% classés entre ces deux groupes).

La part des «Occidentaux» (soit les populations d'Europe occidentale, du Canada, des États-Unis, de l'Argentine, du Chili, d'Australie

et de Nouvelle-Zélande) dans les 20 % les plus riches augmente très rapidement pendant le XIX<sup>e</sup> siècle. Elle atteint son maximum en 1950 avant de revenir au niveau de 1910 en 1992. Le seul autre groupe important en 1820 parmi les 20 % les plus riches se trouve en Asie, ce qui est lié au poids démographique de ce continent dans la population mondiale. Mais la part des Asiatiques dans les 20 % les plus riches diminue au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, de 36 % à 27 %. Elle est encore plus faible en 1992 avec 24 %. De plus ce chiffre est dû à la croissance exceptionnelle de trois pays: Japon, Corée et Taïwan puisque sans ces trois pays, la part des autres a chuté de 25 % à 6 %. Ainsi l'inégalité croissante des revenus au XIX<sup>e</sup> siècle a bénéficié uniquement aux «Occidentaux», puis de 1960 à 1992 ces trois pays asiatiques les ont rejoints grâce à des performances exceptionnelles (à même PIB/hab. que la Chine des années 1990 et 2000, Corée et Taiwan ont atteint dans les années 1960 et 1970 les mêmes taux de croissance que la Chine).

À l'opposé la part des «Occidentaux» dans les 40 % les plus pauvres, déjà faible en 1820, n'a cessé de diminuer depuis pour devenir insignifiante en 1992. Il en va de même pour Japon, Corée et Taïwan qui avec des parts proches de leur part dans la population mondiale au XIX<sup>e</sup> siècle, voient leur part en 1992 dans les 40 % les plus pauvres égale à 0.

L'Afrique connaît l'évolution opposée: sa part dans les plus pauvres est proche de celle dans la population mondiale en 1820, puis l'écart avec le chiffre de la population augmente régulièrement jusqu'à maintenant, ce qui traduit les mauvaises performances de cette région, plus précisément de l'Afrique subsaharienne depuis deux siècles par rapport à la moyenne mondiale.

Si l'on considère les 40 % intermédiaires, ce sont les pays d'Europe de l'Est qui prédominent avec des pourcentages très supérieurs à ceux dans la population mondiale dès 1820. Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle les pays d'Amérique latine aussi sont progressivement surreprésentés dans ce groupe.

Pour comprendre l'évolution de l'inégalité mondiale depuis 1820, l'outil indispensable est une décomposition d'un indicateur d'inégalité entre inégalité entre pays et inégalité à l'intérieur des pays. Il n'existe que deux indicateurs d'inégalité décomposables et nous avons choisi l'indicateur de Theil pour les figures 3 et 4. Celles-ci montrent comment le Theil pour la distribution mondiale des revenus se répartit entre les deux composantes. La première serait égale à l'inégalité mondiale si tous les habitants de chaque pays avaient le même revenu. La seconde serait égale à l'inégalité mondiale si tous les pays avaient le même revenu moyen, étant entendu qu'il existe des inégalités à l'intérieur de chaque pays qui sont plus ou moins grandes.

Les figures 3 et 4 permettent de comprendre la hausse brutale de l'inégalité mondiale au XIX<sup>e</sup> siècle. En 1700 la part de l'inégalité totale imputable aux écarts de revenu moyen entre pays est négligeable (7%), mais elle s'élève de 10% à 38% entre 1820 et 1910 et cette part poursuit sa hausse au XX<sup>e</sup> siècle pour atteindre 61% du total en 1992. En valeur absolue ce Theil est passé entre 1700 et 1992 de 0.035 à 0.540, il a été multiplié par plus de 15. En revanche le Theil qui correspond aux inégalités à l'intérieur des pays a varié entre les deux limites de 0.50 (1910) et 0.32 (1960). Les variations de l'inégalité mondiale ont donc reflété d'abord et avant tout celles de l'inégalité entre pays. Entre 1700 et 1992, le Theil correspondant à l'inégalité interne a baissé de 22%, tandis que le Theil concernant l'inégalité entre pays a été multiplié par 15. Au terme d'une telle hausse, l'inégalité interne joue en 1992 un rôle secondaire tandis que l'inégalité entre pays a un rôle déterminant. La plupart des citoyens du monde sont riches ou pauvres en fonction de leur passeport et non de leur rang dans la hiérarchie nationale des revenus.

On comprend dans ces conditions le grand retournement de 1992-2008 : pour la première fois le Theil entre pays a chuté : -27% en 16 ans, ce qui est considérable. Au même moment le Theil d'inégalité interne a légèrement aug-

menté, mais cette hausse n'a pu que freiner une forte baisse de l'inégalité mondiale. C'est donc la convergence des revenus par habitant qui a entraîné la diminution de l'inégalité mondiale. Ces deux événements, convergence d'une part, mais inégalité interne croissante d'autre part méritent réflexion. Le second est moins important mais il est ressenti chaque jour par les habitants des pays où l'inégalité a rapidement augmenté. Le tableau 1 qui compare les taux de croissance des pays avancés avec ceux des autres pays pour 1960-1992 et 1992-2008 met en évidence cette nouvelle convergence. Pendant la première période le taux de croissance aux États-Unis et en Allemagne, France et Royaume-Uni est le même que le taux moyen de la Chine et de l'Inde et que le taux moyen du Brésil et du Mexique. Certes il existe des économies plus dynamiques : Turquie et Thaïlande atteignent 4%, et la Corée dépasse 6%. Mais le poids de ces économies n'est pas suffisant par rapport aux pays précédents. De plus les pays d'Afrique subsaharienne sont en stagnation ce qui accroît le fossé entre les pays avancés et les pays les plus pauvres. Par suite le Theil entre pays continue à augmenter de 1960 à 1992.

En revanche de 1992 à 2008, le taux de croissance moyen des quatre pays avancés diminue, 1,7%, tandis que le taux moyen de la Chine et de l'Inde passe de 2,3 à 6,3%. Certes l'Indonésie continue à dépasser les pays avancés, mais seulement d'un point. Surtout il faut souligner que des pays aussi importants que le Mexique, le Brésil ont le même taux que les quatre pays avancés. Par ailleurs les taux de la Turquie, de la Thaïlande baissent même s'ils gardent un avantage par rapport aux quatre pays de référence. Ainsi, contrairement à ce qu'on écrit parfois, la période 1992-2008 n'est pas caractérisée par une convergence au bénéfice de tous les pays émergents, mais par la domination des deux plus grands pays du monde par leur population qui en sont les grands bénéficiaires. L'exemple de la Corée pendant la période précédente montrait

que des taux de croissance à long terme de 6 % étaient possibles. Mais le changement radical pour la distribution mondiale des revenus, c'est l'apparition de deux puissances représentant 50 fois la population de la Corée et croissant en moyenne de 6,3 % par an au lieu de 1,7 % dans les quatre pays cités.

Cette nouvelle convergence est liée à un événement capital résumé ainsi par Freeman : « almost all at once in the 1990s, China, India and the ex-Soviet bloc joined the global economy » ce qui a doublé le nombre d'actifs intégrés au marché mondial. C'est l'entrée de ces deux pays dans le processus de mondialisation à partir de 1990, à des rythmes et dans des contextes différents d'un pays à l'autre, qui a entraîné le rattrapage des pays avancés par la Chine et l'Inde ainsi que par de nombreux pays émergents, comme la Turquie, la Thaïlande, le Chili et beaucoup d'autres qui ont des taux de croissance supérieurs à ceux des pays avancés, mais un poids relativement faible par rapport à la Chine et l'Inde. De plus l'écart entre le taux moyen des pays avancés et celui des pays d'Afrique subsaharienne qui accroissent aussi leurs exportations a beaucoup diminué. L'augmentation des taux de croissance en Chine et en Inde depuis le début des années 1990 n'est pas liée uniquement à celle des exportations de biens et de services. Des réformes structurelles faisant passer l'économie d'un régime contrôlé à une économie de marché, des investissements considérables en éducation et en capital physique ont joué un rôle déterminant dans l'accélération de la croissance. L'Inde en apporte la preuve : elle atteint un taux de croissance supérieur à 5 % malgré un rapport exportations/PIB nettement inférieur à celui en Chine où la croissance est tirée par les exportations tandis que la part de la consommation des ménages dans le PIB reste faible. Mais sans cette ouverture aux marchés extérieurs et aux investissements étrangers, ces deux pays n'auraient pas atteint de tels taux de croissance.

Pendant la même période, l'inégalité des revenus à l'intérieur des pays avancés a nettement augmenté dans plusieurs et n'a diminué dans aucun. Par suite le Theil correspondant à cette inégalité a augmenté de 20 % entre 1992 et 2008, ce qui a réduit d'un quart l'impact de la baisse du Theil relatif à l'inégalité entre pays. Cette hausse de l'inégalité interne est imputable en partie à des facteurs sans aucun rapport avec la mondialisation. Par exemple l'augmentation du nombre de familles monoparentales, la corrélation croissante des salaires entre les deux conjoints d'un couple, la corrélation croissante entre le temps de travail d'un salarié et son niveau de qualification sont des facteurs indépendants. En revanche un facteur important, le progrès technique, fait l'objet de débats. Pour les uns il n'a aucun rapport avec l'ouverture extérieure, pour les autres ils sont liés car l'ouverture oblige les entreprises à investir de plus en plus dans la technologie afin de conserver un avantage par rapport aux concurrents étrangers, notamment aux concurrents qui paient des salaires beaucoup plus faibles.

Une étude récente du FMI (2011) considère que l'ouverture des échanges et le progrès technique ont eu des avantages pour les pays avancés comme la baisse des prix des biens de consommation et une croissance stimulée, mais ont aussi présenté des inconvénients pour les salariés à revenu moyen. Ceux-ci ont perdu leurs emplois dans l'industrie pour retrouver des emplois dans les services qui sont le plus souvent non ou peu qualifiés et procurent des salaires faibles. Comme les services créent aussi pour une petite minorité des emplois très qualifiés et très bien payés, on a une structure de salaires nettement plus inégalitaire qu'avant. L'exemple des cinq économies avancées suivantes : États-Unis, Japon, Allemagne, France et Royaume-Uni confirme cette thèse. La part de l'emploi dans l'industrie a baissé de 2000 à 2007, y compris en Allemagne, qui a un surplus commercial. Des études empiriques montrent que la diminution

des emplois dans l'industrie est liée à une accélération des importations de biens manufacturés en provenance des pays émergents. Le FMI conclut que l'inégalité croissante des revenus dans la majorité des pays avancés est en partie une conséquence de cette perte des emplois industriels à cause des importations. De plus il note que la réallocation de la main-d'œuvre des secteurs où la productivité du travail augmente rapidement vers des secteurs où elle augmente souvent lentement va freiner la croissance dans les pays avancés. Cette étude, qui s'appuie en partie sur un article récent de M. Spence (2011), lie donc inégalités accrues et croissance ralentie à une ouverture totale aux importations de biens manufacturés.

Cependant de nombreux autres facteurs peuvent avoir une incidence sur la distribution des revenus dans les pays avancés de 1992 à 2008. D'après une étude de l'OCDE (2011) sur ce sujet, nous savons que deux formes importantes d'intervention de l'État n'ont pas accru les inégalités. L'impact redistributif des impôts payés par les ménages et des transferts monétaires qu'ils reçoivent n'a pas varié pendant cette période. De même l'impact des transferts en nature sous forme de services d'éducation, de santé et d'assistance n'a pas varié. Le bilan de ces deux formes d'intervention est donc neutre.

L'impact de changements dans les comportements comme l'augmentation du nombre de familles monoparentales, la corrélation croissante des salaires au sein des couples, la participation croissante des femmes au marché du travail est également neutre parce que l'effet inégalitaire des uns est annulé par l'effet égalitaire de cette participation.

En revanche l'étude de l'OCDE (2011) met en évidence des facteurs qui ont contribué à augmenter les inégalités. Outre le couple progrès technique-ouverture extérieure dont nous avons déjà vu le rôle, il y a la libéralisation des marchés du travail et des biens dans beaucoup

de pays avancés depuis les années 1980 qui a accru les inégalités de revenu significativement. Le fait que les salariés travaillent d'autant plus longtemps qu'ils sont plus qualifiés a joué aussi un rôle, mais moins important. À l'opposé les progrès de l'éducation dans le secondaire et le supérieur ont réduit les écarts de salaire. Le tableau 2 résume l'évolution de l'inégalité dans une douzaine de pays avancés. D'abord on constate que celle-ci n'a pas progressé (ou de très peu comme 3% en France) dans plusieurs pays : Corée, France, Italie, Japon et Norvège. En revanche dans la majorité des cas le coefficient de Gini a augmenté nettement, la Suède étant en tête (+17%) suivie par le Canada et l'Allemagne (+12%). Tous les pays où l'inégalité s'est ainsi accrue ont pratiqué une ouverture de leurs marchés (pour les biens, les capitaux et la main-d'œuvre) sur l'extérieur. Ce résultat est en accord avec le théorème de Stolper-Samuelson puisque l'ouverture extérieure entraîne une spécialisation de ces économies dans les secteurs intensifs en capital et en main-d'œuvre très qualifiée tandis que la main-d'œuvre peu qualifiée perd ses emplois dans des secteurs où les importations se substituent à la production nationale.

Le résultat surprenant est plutôt l'absence de hausse. Notons d'abord que les deux pays asiatiques, Corée et Japon, ont toujours fermé leur marché du travail à une main-d'œuvre étrangère par un contrôle strict de l'immigration. D'autre part dans ces pays des mentalités traditionnelles freinent toute hausse exagérée des écarts de salaire à la différence des pays anglo-saxons, notamment des États-Unis. Ces deux facteurs évitent une augmentation des inégalités de salaires. Ces deux pays protègent d'autre part leurs productions agricoles. Le cas de la Norvège est exceptionnel parce que ce pays bénéficie d'une rente pétrolière considérable qui peut contribuer au financement des dépenses sociales. Le cas de la France est le plus intéressant parce que l'environnement économique et monétaire de ce pays est très

proche de celui de l'Allemagne. Cette différence résulte de politiques différentes. Les autorités en France ont choisi d'augmenter le salaire minimum plus vite que le salaire moyen alors que cette contrainte n'existe pas en Allemagne. Le régime français d'indemnisation des chômeurs est plus favorable que le régime allemand, notamment depuis les mesures restrictives prises par Schröder. En France environ un quart des familles ayant un patrimoine supérieur à 2.5 millions d'euros ont quitté le pays depuis 30 ans, ce qui réduit les inégalités de revenu. D'autre part la fiscalité sur le patrimoine est plus lourde en France qu'en Allemagne. Ainsi par diverses mesures un pays peut compenser en partie l'impact inégalitaire de l'ouverture extérieure et du progrès technique. Du coup il y a hausse des inégalités de revenu primaire, mais non des inégalités de revenu monétaire disponible. Nous en avons la preuve : en France le coefficient de Gini avant impôts et transferts a augmenté autant qu'en Allemagne (+ 12%) de 1992 à 2008. Mais ce coefficient après impôts et transferts n'a pas varié tandis qu'il progressait aussi de 12% en Allemagne.

L'augmentation de l'inégalité dans la majorité des pays avancés qui était prévisible en raison de l'ouverture aux flux de biens, de capitaux et de main-d'œuvre s'est conjuguée avec celle dans les ex-pays socialistes qui était aussi prévisible. En effet c'est à partir de 1990-1991 que les pays socialistes de l'ex-URSS et de l'Europe de l'Est passent à l'économie de marché et à la propriété privée des moyens de production tout en s'intégrant pour certains au marché mondial, un second choix qui n'est pas lié automatiquement au premier. En tout cas le premier choix devait accroître fortement l'inégalité des revenus, comme l'indique le tableau 2. Celui-ci indique de fortes hausses du coefficient de Gini en Pologne et en Tchéquie. Il en va de même en Russie et en Hongrie.

Le cas de la Chine est particulier. D'une part il y a davantage d'inégalité à cause de l'expansion

du capitalisme privé et de la dérégulation des marchés du travail comme dans les pays précédents, la Chine étant une économie en transition. Mais la Chine est un cas différent avec un PIB par habitant égal à la moitié ou au quart de celui des pays précédents en 1992, ce qui classe ce pays parmi les pays émergents étant donné ce niveau et un taux de croissance exceptionnel de 1992 à 2008. Or dans beaucoup de pays émergents l'inégalité a diminué pendant cette période conformément au théorème de Stolper-Samuelson, puisque l'ouverture extérieure dans ces pays favorise les secteurs intensifs en main-d'œuvre peu qualifiée. Mais ce théorème ne s'applique pas au cas de la Chine pour plusieurs raisons. La Chine a développé rapidement à partir de 1990 les industries à main-d'œuvre qualifiée comme l'aviation, les équipements médicaux et de mesure, les ordinateurs, les équipements électroniques. La part de ces produits dans les exportations est passée d'un pourcentage négligeable à presque 30% en 2008. La Chine a donc développé à la fois les exportations traditionnelles d'un pays riche en main-d'œuvre peu qualifiée comme les textiles, vêtements, jouets... et les exportations d'un pays avancé. Par ailleurs les exportations de produits agricoles, intensifs en main-d'œuvre peu qualifiée, sont interdites. D'autre part les autorités n'ont pas donné la priorité au développement agricole comme l'avait fait Taïwan au même stade de développement de telle sorte que l'écart de productivité entre secteur agricole et autres secteurs s'est accru rapidement pendant cette période, ce qui signifie une inégalité croissante de revenu moyen entre zone rurale et zone urbaine.

Le tableau 2 montre que l'inégalité des revenus a baissé dans les pays émergents qui ont tiré parti de la mondialisation pour obtenir une croissance rapide tirée par les exportations. Dans tous les pays le mécanisme correspondant au théorème de Stolper-Samuelson a joué son rôle. Mais en Amérique Latine il s'est conjugué avec une politique nouvelle de transferts moné-

taires aux plus pauvres qui a eu un impact important dans des sociétés très inégalitaires où la part des 20 % les plus pauvres était très inférieure à leur part dans les autres pays. Toutefois on observe la même baisse de l'inégalité dans d'autres pays comme la Thaïlande et la Turquie malgré un contexte différent (inégalité initiale moindre et sans changement radical de la politique d'aide). Ces résultats optimistes sur l'impact des exportations dans des pays en développement concordent avec les conclusions d'une étude de Bourguignon et Morisson (1989) qui avait analysé cet impact à la lumière du théorème cité et montré l'incidence favorable sur la distribution des revenus des cultures d'exportations en provenance des petites exploitations et des industries exportatrices de biens manufacturés.

Cette analyse de l'évolution de l'inégalité à l'intérieur des pays montre la complexité du sujet. La résultante, une hausse modérée de l'inégalité interne, correspond à des évolutions de sens opposé. Ce résultat s'explique par la tendance dominante à l'inégalité dans beaucoup de pays avancés liée en partie à la mondialisation et dans les pays ex-socialistes à cause de la transition, ainsi que par les choix de la Chine. Ces facteurs l'emportent sur le facteur opposé dans les pays émergents. Il faut enfin tenir compte de l'Inde où l'inégalité progresse à la fois à cause d'une forme de transition à partir de 1991 en raison de la dérégulation de certains marchés et de l'orientation des activités tournées vers les marchés extérieurs, à savoir les services informatiques qui utilisent de la main-d'œuvre très qualifiée qui coexistent avec les exportations traditionnelles des pays à main-d'œuvre bon marché.

## 2. Le recul de la pauvreté

La figure 7 donne une image frappante de la victoire de l'humanité sur la pauvreté : pour la première fois depuis trois siècles, le nombre de pauvres et de très pauvres diminue et il ne s'agit pas de variations à la marge. En effet, le nombre

de personnes très pauvres chute de 1 280 millions à 760 millions ; ainsi 520 millions de personnes sont sorties de la misère. Dans le même temps le nombre de personnes pauvres diminue de 650 millions (de 2 800 à 2 150 millions). La figure 8 permet de mieux comprendre ce recul de la pauvreté. Elle indique les pourcentages de pauvres et de très pauvres depuis le début du XVII<sup>e</sup> siècle avec des seuils de pauvreté qui sont constants en valeur absolue et qui ont été choisis pour obtenir des pourcentages qui correspondent aux estimations de la Banque Mondiale en 1992. Ces pourcentages n'ont cessé de baisser depuis trois siècles, par exemple de 95 % à 51 % pour les pauvres en 1992. Mais la croissance de la population mondiale a été si rapide, ayant été multipliée par 9 entre temps, que le nombre de pauvres a continué à augmenter : il a été multiplié par 5. C'est seulement depuis 1992 que le recul de la pauvreté est plus rapide que la croissance de la population mondiale, de telle sorte que les nombres de pauvres et de très pauvres diminuent. C'est la conséquence d'une accélération de la baisse du pourcentage de pauvres (et de très pauvres) : en 16 ans il passe de 51 % à 32 %, un gain de presque 20 points, alors qu'il avait fallu 170 ans pour obtenir une baisse de 40 points.

Ce recul de la pauvreté ne s'est pas fait d'une manière uniforme. L'essentiel s'est produit en Asie et plus particulièrement Asie de l'Est. Ainsi en Chine environ le quart de la population a franchi le seuil de pauvreté, soit plus de 300 millions de personnes. Près de la moitié des pauvres qui ont franchi ce seuil dans le monde sont donc des Chinois. En revanche dans les pays d'Afrique subsaharienne, la pauvreté a peu reculé.



## ► Deuxième partie : les évolutions possibles de l'inégalité et de la pauvreté d'ici 2030.

### 1. L'évolution de l'inégalité mondiale

Comme la diminution de l'inégalité mondiale de 1992 à 2008 résulte uniquement d'une baisse des inégalités de revenu moyen entre pays, toute prévision de l'évolution dans ces deux prochaines décennies repose sur les choix que l'on fait pour prévoir les revenus moyens dans les pays ou groupes de pays de notre base. Nous avons retenu deux hypothèses, l'une pessimiste de Maddison, l'autre optimiste de l'OCDE. Maddison a fait des prévisions sur les PIB par habitant en 2030 fondées sur l'extrapolation des taux de croissance observés entre 1990 et 2003, avec quelques rares corrections, la principale étant de ramener le taux pour la Chine à 4,5 au lieu de 7,5. Cette méthode est défavorable pour les pays d'Afrique subsaharienne qui avaient connu une quasi-stagnation pendant cette période. Les prévisions d'une équipe de l'OCDE dans l'ouvrage *Économie de la lutte contre le changement climatique* (2009) vont jusqu'à 2050 et reposent sur une fonction de Cobb-Douglas à rendements constants et sur des prévisions relatives à l'évolution du stock de capital physique, de capital humain et de la productivité totale des facteurs dans chaque pays. Il en résulte pour la période 2008-2030 des taux de croissance supérieurs de 1 à 2 points pour la Chine, l'Inde et l'Indonésie et de 2 à 3 points pour de nombreux pays africains.

Si l'on suppose que la distribution des revenus à l'intérieur des pays ne change pas de 2008 à 2030, l'inégalité mondiale (mesurée par le coefficient de Gini) est la même en 2030 qu'en 2008 si l'on choisit les prévisions de Maddison et il y a même une baisse de la part des 40% les plus pauvres qui s'explique par les prévisions pessimistes pour l'Afrique. Mais si l'on choisit

les prévisions de l'OCDE, la baisse de l'inégalité mondiale se poursuit: le coefficient de Gini recule de plus de 9%, les deux autres indicateurs de 20%. La part des 10% les plus riches diminue de 50 à 45% tandis que la part des 60% les plus pauvres gagne 4 points.

Ces résultats ne tiennent compte que des écarts de revenu moyen entre pays, mais, comme nous l'avons vu pour la période 1992-2008, il faut aussi prendre en compte les changements des distributions internes des revenus. Celles-ci ont évolué dans un sens inégalitaire de 1992 à 2008, ce qui a atténué la baisse de l'inégalité mondiale des revenus. Il faut donc se poser la même question pour 2008-2030: l'inégalité interne des revenus continuera-t-elle à augmenter ou non? La question n'est pas anodine étant donné que l'inégalité interne a d'ores et déjà atteint dans des pays aussi importants que la Chine et les États-Unis un niveau jugé insupportable par certains observateurs. Nos prévisions reposent sur une étude récente de l'OCDE (2011), *The Causes of Growing Inequalities in OECD Countries*. D'après cette étude, les disparités de salaires ont augmenté en fonction du progrès technique, de la dérégulation des marchés du travail et des biens et elles ont diminué en fonction de l'éducation. Un facteur secondaire a favorisé l'inégalité: la corrélation entre qualification et temps de travail. Nous ne tenons pas compte d'autres facteurs comme l'accroissement du nombre de familles monoparentales, de la corrélation croissante des salaires entre conjoints et de la hausse du taux de participation des femmes au marché du travail, parce que ces facteurs se compensent. D'après les coefficients obtenus, les deux variables les plus importantes sont à égalité la dérégulation et le progrès technique. Nous avons supposé que les réformes de libéralisation ayant été faites dans la plupart des pays, ce facteur ne jouerait plus à l'avenir. D'autre part on a supposé une résultante nulle de tous les autres facteurs. Il ne reste donc que le progrès technique. On a fait l'hypothèse que cette tendance se poursuivrait ce qui

entraîne d'après les coefficients de régression une augmentation de l'inégalité interne d'ici 2030 qui serait la moitié de celle observée en 1992-2008.

Pour les autres pays, on a procédé de la façon suivante :

– Pour les pays en transition on a supposé des distributions stables, les réformes ayant été déjà faites.

– Pour les pays émergents, nous avons supposé aussi des distributions stables, étant donné que la tendance observée avant 2008 est une baisse de l'inégalité.

– Pour les autres pays on a repris les distributions en 2008, étant donné qu'aucune tendance ne se dessine dans ces pays pour 1992-2008.

– Enfin pour les deux plus grands pays : Chine et Inde dont les distributions ont un impact significatif sur l'inégalité mondiale des revenus, nous avons fait deux hypothèses : un coefficient de Gini stable ou en hausse de 4 points (à partir de 0.48 en Chine et 0.41 en Inde). L'hypothèse d'une hausse correspond à ces choix : priorité aux activités de pointe exportatrices à main-d'œuvre qualifiée, absence d'une politique de transferts massifs en faveur du secteur rural. La stabilité au contraire suppose un rééquilibrage du modèle de croissance inégalitaire antérieur.

Les figures 5 et 6 présentent l'évolution de 2008 (chiffres observés) à 2030 en fonction de ces hypothèses. Nous tenons compte ici à la fois de la réduction éventuelle des inégalités de revenus entre pays et de l'augmentation des inégalités à l'intérieur des pays. Selon que la Chine et l'Inde évoluent vers un modèle de croissance aussi ou moins inégalitaire, le coefficient de Gini baisse de 7% ou de 9% lorsque l'on retient les prévisions de l'OCDE sur la croissance. La baisse de 7% pour le Gini atteint 14 à 17% pour les deux autres indicateurs. La part des 20% les plus riches est réduite de 67,5% à 61%. Dans le cas le plus favorable l'inégalité mondiale reviendrait à son niveau de 1870 et plus d'un siècle de hausse serait effacé.

Mais le tableau est beaucoup plus sombre si l'on choisit les prévisions de Maddison : l'inégalité mondiale augmente (+ 2% pour le coefficient de Gini et nettement plus pour les autres indicateurs). La part des 40% les plus pauvres diminue et celle des 10% les plus riches s'accroît. En effet les effets de la stagnation des pays les plus pauvres (en Afrique) se conjuguent avec la hausse de l'inégalité interne dans de nombreux pays avancés ainsi qu'en Chine et en Inde. Ces résultats montrent que la poursuite de la baisse de l'inégalité mondiale n'est pas acquise. Une conjonction de la stagnation dans les pays pauvres avec l'augmentation de l'inégalité interne dans les pays qui ont un poids important peut entraîner une augmentation de l'inégalité mondiale. Celle-ci serait faible, mais d'une part l'écart croissant de revenu moyen entre pays pauvres et pays avancés avec une incidence considérable sur les flux migratoires, d'autre part l'augmentation des inégalités internes déjà très élevées en Chine, aux États-Unis ou au Royaume-Uni aurait des conséquences politiques et sociales imprévisibles.

Pour apprécier ces scénarios, il est utile d'indiquer les parts respectives des inégalités entre pays et à l'intérieur des pays dans l'inégalité mondiale. Si l'on fait des prévisions optimistes, les inégalités de revenu entre pays joueront un rôle mineur en 2030 : leur part dans l'inégalité totale chutera à un tiers au lieu de deux tiers en 1992 et encore plus de la moitié en 2008. Avec un tiers, la contribution de l'inégalité entre pays revient à sa part en 1890. Cela signifie que, comme au XIX<sup>e</sup> siècle, ce sont les inégalités à l'intérieur de chaque pays qui compteront le plus. On retrouvera une situation où le rang de chaque individu dans la distribution de son pays joue un rôle déterminant. En revanche avec les prévisions pessimistes de Maddison, la contribution de l'inégalité entre pays à l'inégalité totale resterait légèrement supérieure à la moitié.

## 2. L'évolution de la pauvreté

Les figures 9 et 10 montrent les conséquences des prévisions sur la croissance. Avec les prévisions optimistes de l'OCDE on pourrait espérer une réduction de moitié du nombre de pauvres, de 2 à 1 milliard, et la quasi disparition de la misère (le nombre de très pauvres tombe à 140 millions). En pourcentage ceci signifie que le pourcentage de pauvres passe de 32 à 12%. Ce dernier pourcentage montre le succès obtenu si on le compare à un chiffre encore très récent, 51% en 1992.

En revanche avec les prévisions de Maddison, les nombres de pauvres et de très pauvres restent stables. Il y a seulement un progrès en termes de pourcentages. Puisque la population mondiale augmente, on note une faible baisse. Mais après le succès des années 1990 et 2000, les effectifs de pauvres et de très pauvres retiennent l'attention, et sur ce point il n'y a pas le moindre progrès. On remarque même une légère progression du nombre de très pauvres. Ces résultats sont liés aux prévisions pessimistes de Maddison pour la croissance en Afrique subsaharienne où les effectifs de pauvres et de très pauvres continuent à augmenter tandis qu'ils baissent en Asie.

### ► Conclusion

Nous pouvons retirer cinq enseignements de l'histoire des années 1992 à 2008.

- Pour la première fois depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'inégalité mondiale a cessé d'augmenter et elle a même baissé d'une manière significative et incontestable.
- La cause de cette baisse est la diminution de l'inégalité de revenu moyen entre pays, un phénomène qui est lié à la mondialisation dont ont bénéficié les pays émergents et la Chine.
- L'inégalité interne des revenus a augmenté dans de nombreux pays avancés en raison de plusieurs facteurs, dont la mondialisation, mais

cette hausse n'a fait qu'atténuer les conséquences d'une nette réduction de l'inégalité entre pays.

– Pour la première fois depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le nombre de pauvres et celui de très pauvres ont diminué et cela dans des proportions importantes.

– Ces événements sont liés à une baisse rapide du nombre de pauvres (ou très pauvres) originaires d'Asie de l'Est tandis que le nombre de pauvres originaires d'Afrique continue à augmenter. Ils sont liés aussi à une augmentation du nombre de personnes d'Asie de l'Est parmi les 10% ou les 20% les plus riches au monde, tandis que la part des pays avancés dans ce groupe diminue.

Pour l'avenir, l'évolution de l'inégalité mondiale et de la pauvreté dépendra principalement des croissances respectives des pays. Nous le constatons lorsque nous comparons les conséquences des deux hypothèses, celle de Maddison et celle de l'OCDE, sur l'inégalité et la pauvreté mondiales. Les simulations montrent que les variables essentielles sont les évolutions dans les pays africains et dans les pays émergents.

Si l'on reprend les séries de Maddison, en changeant uniquement les données sur le PIB par habitant dans les pays africains (on reprend à leur place celles de l'OCDE), cela suffit pour faire baisser de moitié l'écart entre l'inégalité mondiale d'après l'hypothèse optimiste et celle d'après l'hypothèse pessimiste et donc assurer une légère baisse de l'inégalité mondiale au lieu d'une hausse. La démographie en Afrique joue aussi un rôle significatif. Si l'on suppose que la croissance démographique dans les pays africains est la même que la moyenne mondiale (soit au total un accroissement de 26% au lieu de presque 70%), cela entraîne une réduction d'un quart de l'écart entre l'inégalité d'après l'hypothèse optimiste et l'inégalité d'après l'hypothèse pessimiste.

L'évolution dans les pays émergents et dans les deux plus grands pays du monde, est

le second facteur clé. Un écart de 4 points selon l'OCDE au lieu de 2 d'après Maddison pour la comparaison Chine-Inde versus États-Unis, Allemagne, France et Royaume-Uni explique une part significative de l'écart entre les résultats. Si l'on retient pour la Chine et pour l'Inde les taux de croissance de l'étude OCDE au lieu de ceux de Maddison, tous les autres chiffres provenant de Maddison, le coefficient de Gini baisse de 2% et l'indicateur de Theil de 5% en 2030 par rapport aux valeurs obtenues avec les séries de Maddison.

Or les prévisions du FMI pour 2011-2015 (sujettes à révision) pour les pays africains et la Chine sont beaucoup plus optimistes que celles de Maddison. Toutefois on peut s'interroger sur la poursuite d'une croissance par tête dans les pays africains jusqu'en 2030 au même rythme que le taux atteint en 2009-2011 (plus de 2%). Ce succès récent est lié au boom du prix des matières premières et du volume des exportations à cause de la demande des pays asiatiques et notamment de la Chine. Si cette demande fléchit, le taux de croissance des pays africains baissera. Mais les structures économiques de ces pays n'ont pas changé : la part de la production industrielle dans le PIB reste aussi faible qu'avant, les pays asiatiques ayant conquis les débouchés dans les pays avancés que les pays africains n'ont plus aucune chance de conquérir à moins d'un statut douanier privilégié. D'autre part le marché intérieur pour ces produits reste limité par l'absence d'ensembles régionaux intégrés et le faible pouvoir d'achat des ménages.

La croissance rapide des pays émergents, y compris en Chine, risque d'être freinée par une réduction de l'ouverture des pays avancés à leurs exportations. L'augmentation rapide de l'inégalité intérieure des revenus dans la majorité de ces pays, la perte des emplois dans l'industrie qui procurent des revenus moyens imputée par le FMI lui-même aux importations, peuvent susciter des réactions hostiles à la mondialisation. Il ne faut pas croire que ces réactions

peuvent être évitées par une réduction de l'inégalité mondiale des revenus ni par une diminution rapide de la pauvreté comme celles observées de 1992 à 2008. Le salarié qui doit accepter un emploi mal payé dans les services ou vivre d'allocations chômage n'accepte pas l'ouverture totale qui en est responsable, quels que soient les bénéfices de la mondialisation dans les pays émergents.

Cela ne signifie pas que les pays avancés les plus inégalitaires vont se convertir au protectionnisme. Mais on peut réduire le degré d'ouverture en prenant comme exemple des pays qui ont limité l'ouverture pour certains produits ou pour la main-d'œuvre. La Corée, le Japon ou la Suisse protègent certains produits agricoles. Les deux premiers refusent l'immigration et la Suisse accepte beaucoup d'immigrés mais la plupart sont d'origine européenne, ce qui implique souvent un niveau de qualification en accord avec la spécialisation de ce pays avancé dans les biens et services hauts de gamme. Les performances de ces pays, si l'on prend en compte croissance, inégalité, stabilité sociale et pauvreté sont peut-être supérieures à celles des pays les plus ouverts et les plus inégalitaires. Une réaction contre l'inégalité croissante pourrait donc freiner certains flux de biens, de services ou de main-d'œuvre. Certes, des dépenses de protection sociale beaucoup plus importantes pourraient atténuer les coûts humains de la mondialisation dans les pays avancés. Mais les déficits budgétaires de pays comme les États-Unis ou le Royaume-Uni sont tels qu'on ne voit pas de solution possible en recourant aux transferts. En conséquence, les facilités qu'ont eues les pays émergents pour exporter vers les pays avancés pourraient être réduites, de même que le taux de croissance de ces pays. Ces remarques sur la dimension d'économie politique de l'inégalité intérieure laissent penser que l'évolution la plus probable de l'inégalité mondiale sera plus favorable que celle prévue d'après les séries de Maddison, mais moins favorable que celle prévue d'après les séries de l'OCDE.

## ► Bibliographie

- **Bourguignon, F.** and **C. Morrisson** (1989). *External Trade and Income Distribution*. OECD
- **Bourguignon, F.** and **C. Morrisson** (2002). Inequality among World Citizens 1820-1992. *American Economic Review*, pp. 727-744.
- **Bourguignon, F.** (2011). A Turning Point in Global Inequality... and Beyond. In *Research and Responsibility. Reflections on our Common Future*. Ed. W.Krull. CEP, Europaisch Verlag, Sanstalp. Leipzig. GmbH.
- **Duval, R.** and **C. de la Villeneuve** (2010). Long-run Growth Scenarios for the World Economy. *Journal of Policy Modeling*. pp. 64-80.
- **IMF** (2011). *World Economic Outlook*.
- **Maddison, A.** (1995). *Monitoring the World Economy*. OECD.
- **Maddison, A.** (2007). *Contours of the World Economy 1-2030 A.D.*, Oxford University Press.
- **Maddison, A.** (2008). *Statistics on the world population, GDP and per capita GDP, 1-2008 A.D.* (online)
- **Morrisson, C.** and **F. Murtin** (2011). L'inégalité de revenu moyen entre pays (1700-2030)", Working paper, P25; Ferdi.
- **Morrisson, C.** and **F. Murtin** (2011). Inégalité interne des revenus et inégalité mondiale", *Working paper*, P26; Ferdi.
- **OECD** (2009). *The Economics of Climate Change Litigation*.
- **OECD** (2008). *Growing Unequal? Income Distribution and Poverty in OECD countries*.
- **OECD** (2011). *The causes of Growing Inequalities in OECD countries*.
- **Sala-i-Martin, X.** (2010). *Parametric Estimations of the World Distribution of Incomes*.
- **Spence, M.** (2011). Globalization and unemployment: the Downside of Integrating Markets. *Foreign Affairs*, pp.28-41.

## ► Annexes

|  | 1960-1992 | écart     | 1992-2008 | écart     |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|
| États-Unis, Allemagne, France, Royaume-Uni | 2,4       |           | 1,7       |           |
| Chine, Inde                                | 2,4       | 0         | 6,3       | 4,6       |
| Indonésie                                  | 2,9       | 0,5       | 2,8       | 1,1       |
| Pakistan                                   | 3,1       | 0,7       | 1,7       | 0         |
| Thaïlande                                  | 4,1       | 1,7       | 3,2       | 1,5       |
| Turquie                                    | 3,6       | 1,2       | 2,3       | 0,6       |
| Brésil, Mexique                            | 2,4       | 0         | 1,7       | 0         |
| Afrique subsaharienne                      | 0         | moins 2,4 | 1         | moins 0,7 |

**Tableau 1 :** Taux de croissance du PIB/hab

| Pays avancés                          |           |
|---------------------------------------|-----------|
| Suède                                 | + 17 %    |
| Canada, Allemagne, Danemark, Pays-Bas | + 12-13 % |
| Australie, États-Unis, Royaume-Uni    | + 8-9 %   |
| Corée, Japon, France, Italie, Norvège | stable    |
| Pays en transition                    |           |
| Chine                                 | + 24 %    |
| Russie                                | + 22 %    |
| Hongrie                               | + 7 %     |
| Pologne                               | + 16 %    |
| Tchéquie                              | + 25 %    |
| Pays émergents                        |           |
| Brésil, Mexique                       | - 7-8 %   |
| Chili                                 | - 3 %     |
| Pérou                                 | - 11 %    |
| Thaïlande                             | - 5 %     |
| Turquie                               | - 17 %    |

Tableau 2 : Variation du Gini de 1990-92 à 2008

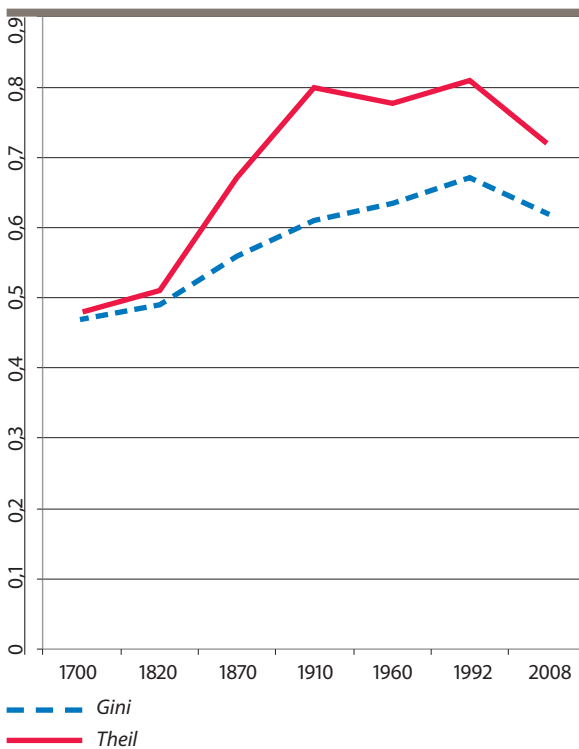


Figure 2 : Indicateurs d'inégalité de 1700 à 2008

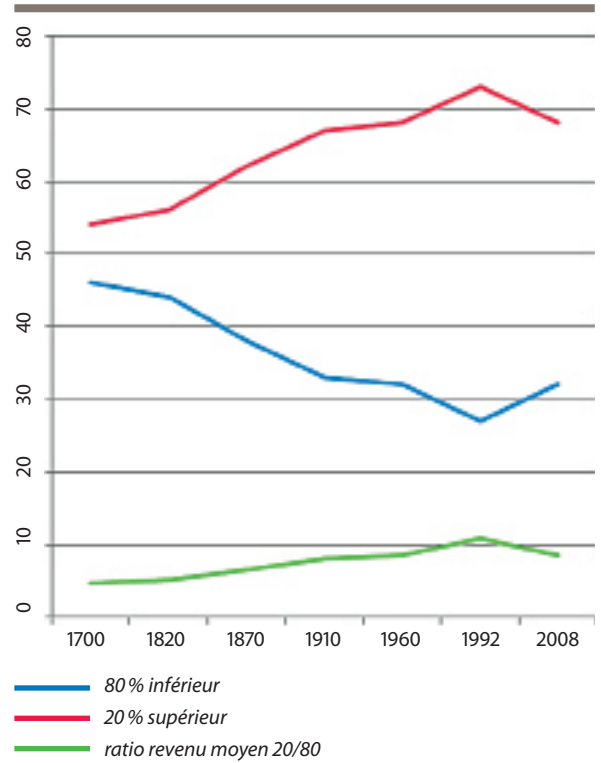


Figure 1 : Part des 80 % les plus pauvres et des 20 % les plus riches

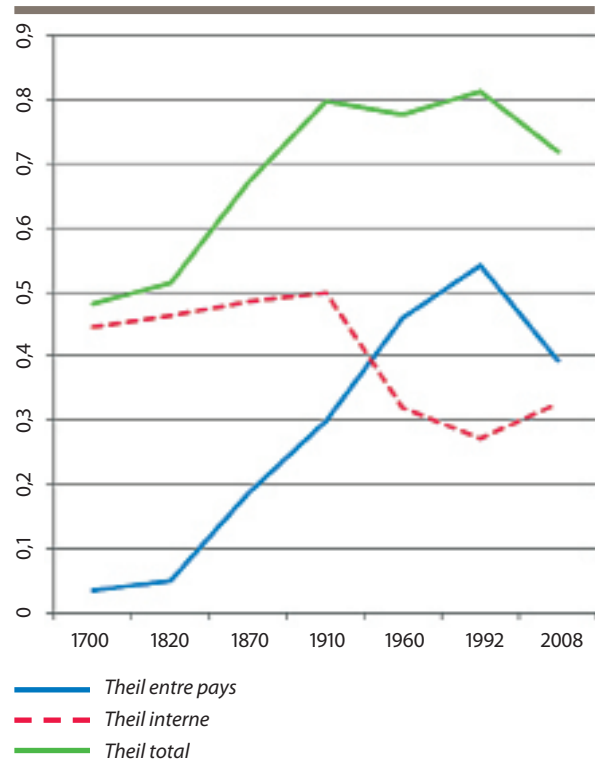
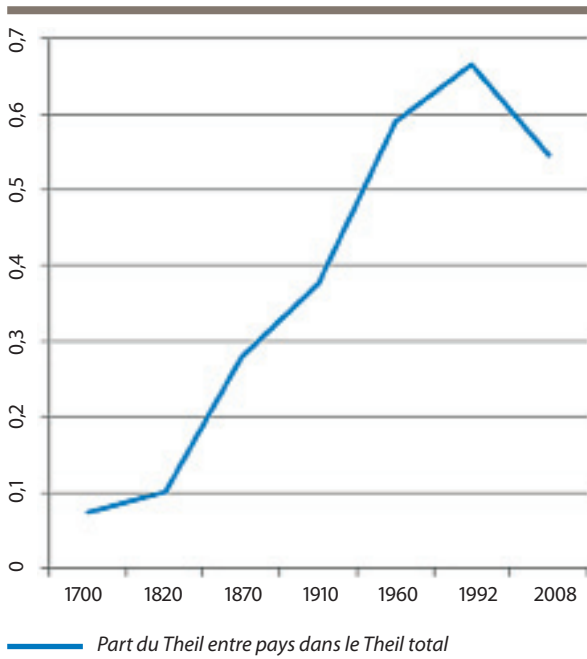
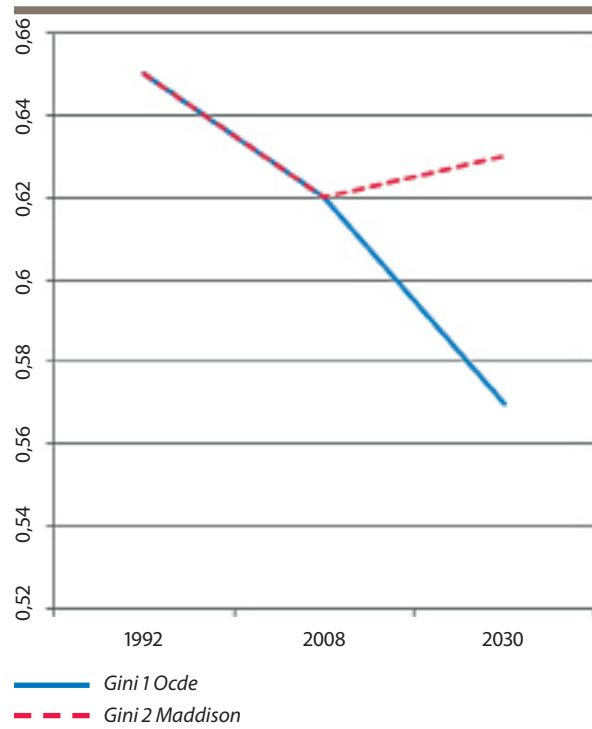


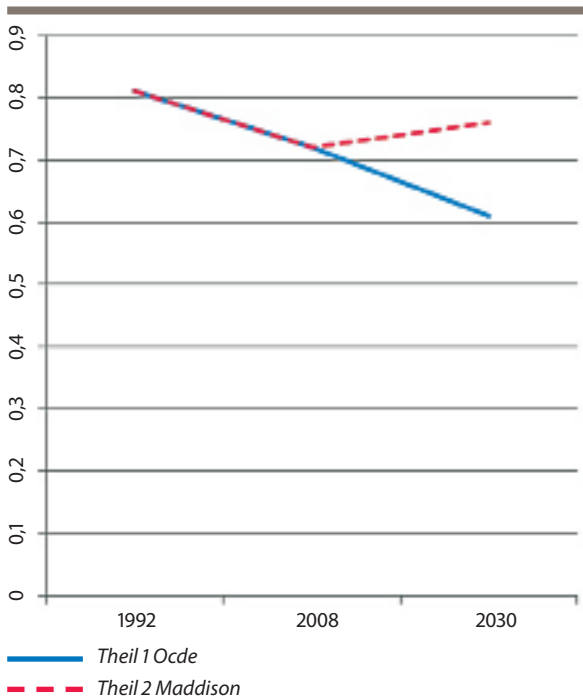
Figure 3 : Inégalités internes et entre pays de 1700 à 2008 (Theil)



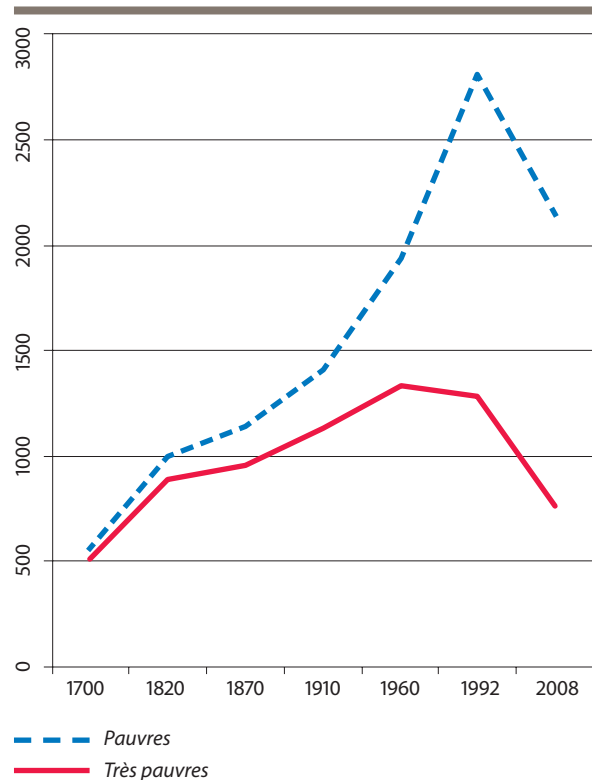
**Figure 4 :** Part du Theil entre pays



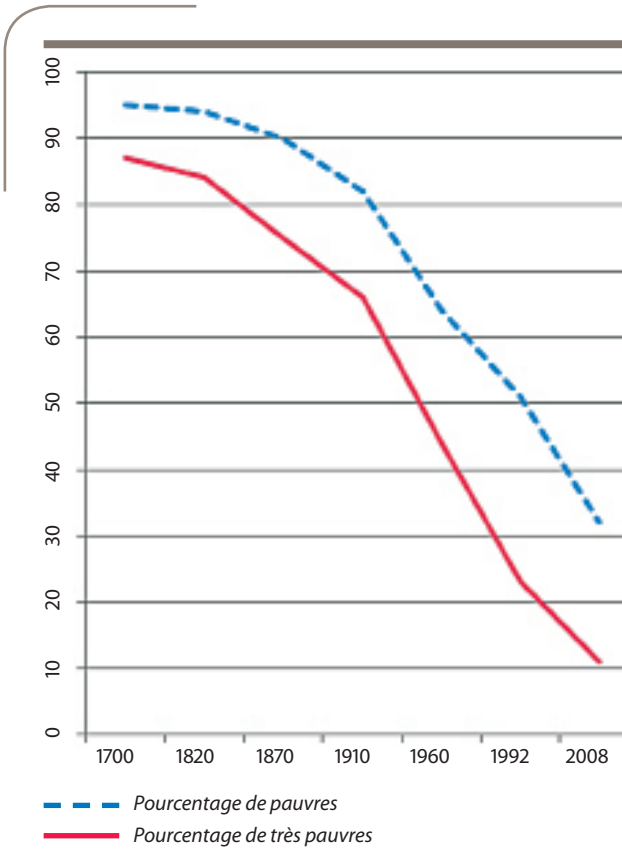
**Figure 5 :** Indicateur d'inégalité de 1992 à 2030



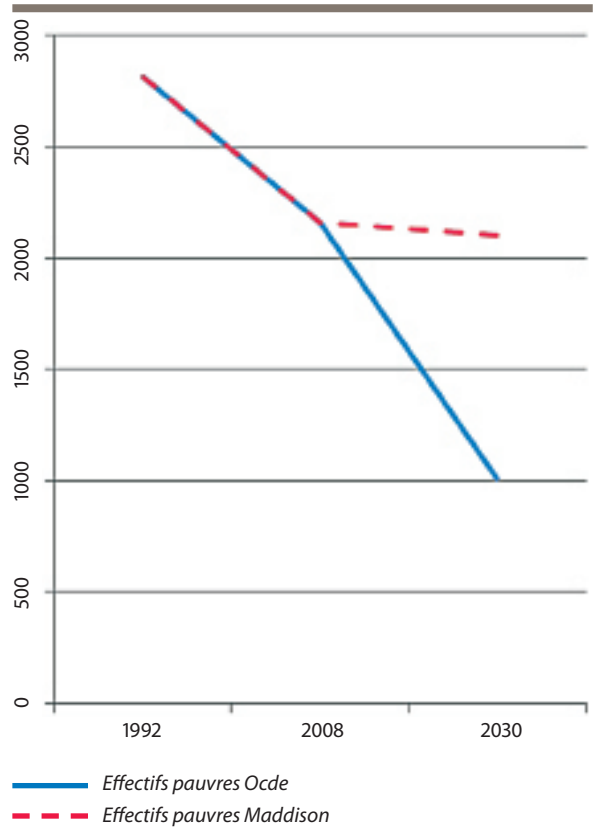
**Figure 6 :** Indicateur d'inégalité de 1992 à 2030



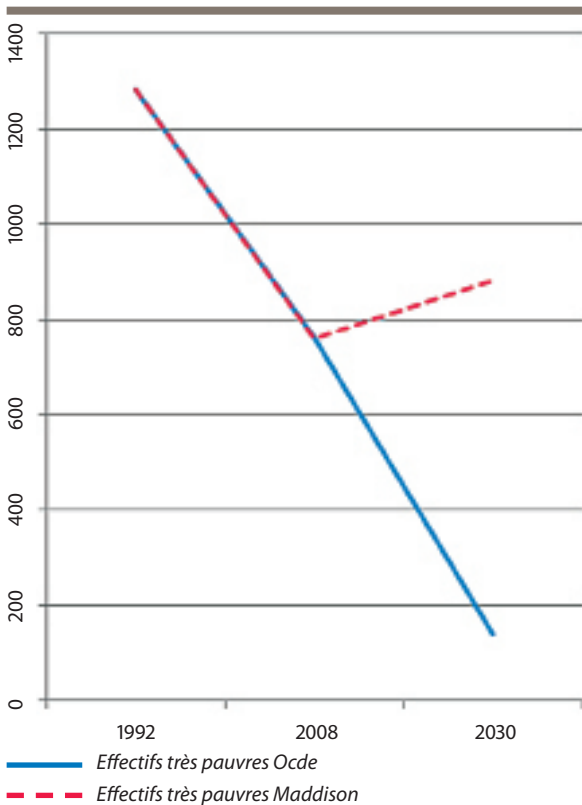
**Figure 7 :** Les effectifs de pauvres



**Figure 8 :** Les pourcentages de pauvres dans le monde



**Figure 9 :** Les effectifs de pauvres en 2030



**Figure 10 :** Les effectifs de très pauvres en 2030



**Contact**

[www.ferdi.fr](http://www.ferdi.fr)

contact@ferdi.fr

+33 (0)4 73 17 75 30